

Intervention de la CGT, manifestation du 24 septembre 2019
Secrétaire général, UD CGT d'Indre-et-Loire

Chers-es amis-es, chers-es camarades,

C'est le début d'un processus de campagne, d'une lutte qui nous concerne toutes et tous : la bataille des retraites.

Nous avons déjà le 13 juin dernier organisé un rassemblement pour alerter sur ce que Macron, gouvernement et MEDEF nous préparent, et ce que l'on leur réserve.

Depuis, le calendrier a été adapté pour épouser une stratégie politique et politicienne.

La CGT n'a pas attendu les pseudos concertations pour faire part de notre opposition au projet qu'a présenté Delevoye, haut-commissaire devenu ministre.

Rappelons que les questions financières ne sont pas mises en avant par le gouvernement. C'est au nom de l'égalité qu'il entend s'attaquer à notre système solidaire. Sauf que pour lui, c'est l'égalité par le bas et de fait, l'ensemble des salariés va être perdant.

L'idée est de faire baisser la part des retraites dans le budget de l'Etat et de faire la part belle à la capitalisation.

Alors Age pivot à 64 ans ou augmentation de la durée de cotisation ?

Peste ou choléra ?

Tout simplement, nous ne voulons pas de la retraite à point !

La retraite à point, c'est la baisse des pensions.

Nous voulons un système par répartition par annuité solidaire.

La mobilisation sur les questions climatiques ouvre de nouvelles perspectives mais attention ! Nous ne pouvons nous satisfaire d'un capitalisme repeint en vert et méfions-nous des mesures qui pourraient être prises contre les plus pauvres.

Le capitalisme, c'est le temps court, le profit à court terme. L'écologie, c'est voir loin, le temps long.

Attention à l'enfumage !

Par exemple, la contradiction sur les questions de transport où tout est fait pour casser le transport ferroviaire au bénéfice du tout routier.

C'est le cas pour le train des primeurs, cette ligne de fret entre Perpignan et Rungis qui relie le sud de la France et l'Europe pour transporter par wagon réfrigéré les produits frais. La SNCF et l'État ont décidé de supprimer cette ligne.

Ce sont 80 camions de plus par train remplacé, c'est donc plus de CO2 et de pollution en totale contradiction avec l'urgence climatique.

À ce sujet une pétition est à votre disposition.

Même idée sur les services publics, ou au nom de réduction des dépenses publiques, le gouvernement fait tout pour laisser de la place au capital, pour faire payer le prix cher aux usagers.

L'accès aux services publics va être le parcours du combattant pour les plus fragiles. Par exemple, un usager pourrait traverser le département pour rencontrer un agent des impôts et ainsi régler sa situation fiscale.

Opération qui sera transparente pour le plus riche, qui lui a les moyens de se payer un expert-comptable et autre avocat fiscaliste.

Les salariés du secteur public ou nationalisé vont évidemment faire les frais à travers les suppressions de postes et la généralisation de la précarité, là où déjà les conditions de travail sont très dégradées.

Le numérique ne répond pas à tout. Bon nombre de personnes en sont éloignées ou n'ont pas accès à une connexion correcte. D'autres sont déconnectés carrément et pas seulement les plus anciens. Et puis, personne n'est pas obligé d'être dépendant des écrans, s'il le souhaite !!

S'ajoutent dans les préoccupations, l'avenir de l'école en termes de projet de société de la maternelle à l'université en passant par l'enseignement professionnel, les salaires et le pouvoir d'achat.

Bref, la mission de Macron est de brader au capital l'ensemble de la propriété publique et avec les droits collectifs. Pour l'aider, il peut compter sur les institutions et utiliser la répression en toute impunité.

Dans la période qui s'ouvre, attaquons-nous collectivement à ce qui nous opprime.

Dans les entreprises et services :

- Revendiquons des créations de postes dans le public comme dans le privé
- Revendiquons de meilleures conditions de travail
- Revendiquons la titularisation des précaires
- Revendiquons de nouveaux droits pour les salariés, notamment syndicaux.

Sur les retraites, nous aurons d'autres rendez-vous, bien entendu.

D'ores et déjà, les retraités seront dans l'action le 8 octobre à 10h, place Jean Jaurès.

Dans les prochaines semaines, nous allons continuer à informer, nous allons distribuer des milliers de tracts et afficher partout :

- Retraites à 60 ans
- Non à la retraite à point
- Augmenter les salaires
- Smic à 1800 €
- Égalité entre les femmes et les hommes
- Pensions au niveau du Smic
- Reconnaissance des métiers pénibles et départ à 55 ans

C'est à toutes et tous de s'engager dans l'action collective, aider les uns et les autres à s'organiser, à se syndiquer.

La lutte continue....